

Croissance économique et développement durable.

A priori, la croissance économique, et surtout les consommations, et le développement durable (DD), tendant à préserver les ressources, sont des notions en tension. ^{cependant} La croissance économique, entendue comme la création de richesse, et le DD, comme un développement ^{cependant} répondant aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Brundland, 1987) peuvent être compatibles. En effet, dans un contexte de concurrence des pays émergents sur les secteurs traditionnels, les pays occidentaux devraient viser une compétitivité hors-prix (innovation), dans une logique de spécialisation souhaitée par D. Ricardo. L'économie verte apparaît ainsi comme un potentiel important (en France, ce secteur croît de 10% par an). La marge de manœuvre des pouvoirs publics est d'autant plus grande que les gouvernements actuels financent cinq fois plus les énergies fossiles que les renouvelables. Le plan gouvernemental "Ambition EcoTech" tend, dans cette perspective, à développer dix huit filières de ce domaine (par le biais notamment d'aides aux entreprises). L'économie verte sera l'un des objets traités à l'occasion de la conférence "Rio + 20" célébrant le vingtième anniversaire de la conférence de Rio (1992).

Croissance économique et développement durable.

Si la croissance économique est un phénomène quantitatif qui se caractérise par "l'augmentation durable d'un indicateur de dimension" (F. Perroux), à savoir le Produit Intérieur Brut ^(Somme de valeurs ajoutées), le développement durable est, quant à lui, un phénomène qualitatif. En effet, la notion de développement durable a émergé avec le rapport Brundtland dans les années 1980 et a été approfondie plus tard lors du Sommet de Rio. Elle est marquée par l'idée que l'activité économique ne doit en aucun cas compromettre les conditions de vies des générations futures. L'accélération des dégradations environnementales et du réchauffement climatique ont, aujourd'hui, mis en avant la nécessité urgente de concilier croissance et développement durable, dans un souci de préservation des ressources naturelles.

Toutefois, force est de constater que le développement de énergies renouvelables (telle que le solaire ou l'éolien) peine à s'imposer dans une économie mondialisée encore trop dépendante des énergies fossiles. Le problème est d'autant plus sensible que des pays en développement tels que la Chine ou l'Inde amorcent une phase de croissance économique rapide (plus de 5%/an) basée sur une industrie polluante fortement génératrice d'externalités négatives. L'échec du sommet de Copenhague (2009) ou la difficile application des protocoles de Kyoto, mettent en évidence la nécessité de redéfinir les instances de gouvernance économique.